Mesdames les anciennes conseillères d'État,
Mesdames et Messieurs les anciennes et actuels chef-fes d'office,
Mesdames et Messieurs les membres de la commission égalité,
Mesdames et Messieurs les collaboratrices et collaborateurs de l'OPFE,
Mesdames et Messieurs,
Cher public,

C'est un plaisir de vous voir si nombreuses et nombreux ce soir pour célébrer les 30 ans de la loi cantonale sur la politique familiale et l'égalité entre hommes et femmes. Cette soirée marque le premier événement d'une année qui s'annonce festive, mais pas seulement. D'autres rendez-vous suivront pour faire le point sur le chemin parcouru en matière d'égalité mais aussi, incontestablement, pour prendre la mesure de combien l'enjeu de l'égalité entre hommes et femmes n'a rien d'une affaire réglée, n'en déplaît à ceux et, peut-être aussi à celles, qui aimeraient reléguer cette cause aux archives de notre histoire.

Avant d'adopter, en 1995, la loi cantonale à l'honneur aujourd'hui, le Canton de Neuchâtel avait déjà une longue histoire de précurseur en matière d'égalité. Le premier vote pour l'introduction du suffrage féminin a eu lieu en 1919, le deuxième en 1949. C'est finalement en 1959 que Neuchâtel fait partie des premiers cantons à introduire le suffrage féminin au niveau cantonal, avec Vaud et Genève. Il faudra attendre encore 12 ans pour que ce droit soit introduit au niveau fédéral !

Faisons désormais un petit bond de quelques décennies pour arriver en mars 1995. La loi fédérale sur l'égalité est alors adoptée par le Parlement fédéral. (Je profite au passage de saluer Stéphanie Lachat, cocheffe du Bureau fédéral de l'égalité qui est présente dans la salle). Quelques mois plus tard, en septembre 1995, le Grand Conseil neuchâtelois adopte à son tour la loi cantonale sur la politique familiale et l'égalité, par 54 voix contre 46. Cette adoption aura toutefois un goût amer pour certaines et certains : cette loi supprimait en effet le bureau de l'égalité et de la famille, créé en 1990, pour ne conserver qu'un poste de délégué-e ! Elle prévoyait également la réduction du nombre de membres de la commission Egalite. Certaines et certains présentes et présents ce soir s'en souviennent certainement : le débat qui anima alors le parlement, et certains propos tenus à cette occasion, ne pouvaient que plaider pour la nécessité d'une politique cantonale ambitieuse en la matière. Le rapport du Conseil d'État sera d'ailleurs houspillé par tous les groupes politiques au Grand Conseil et l'adoption de la loi sera suivie du lancement d'une initiative populaire.

Mais heureusement, le canton n'a pas attendu la création de l'office pour avoir une déléguée cantonale à l'égalité entre 1990 et 1995 en la personne de Mme Catherine Laubscher-Paratte. Nous avons le plaisir de l'avoir parmi nous ce soir et de l'accueillir lors de la table ronde. Je profite d'avoir la parole pour lui adresser mes vifs remerciements pour son engagement sans faille pour une société plus égalitaire.

En 1998, est-ce grâce à l'arrivée de la première femme au Conseil d'État – Monika Dusong, que je salue également chaleureusement – ou la pression populaire (ou les deux !) ? Toujours est-il qu'une révision de la loi est menée et inclut, désormais, la

création d'un office - l'OPFE. Cette loi n'a depuis lors pas bougé, elle est toujours composée de 6 articles et sa mission principalement orientée autour de l'égalité au sein de l'administration cantonale comme en témoigne son règlement d'application. Il est sans doute temps de faire évoluer la loi pour ancrer plus solidement encore les réponses à apporter aux enjeux d'aujourd'hui et de demain en matière d'égalité. Et de vous à moi, il me plairait de m'atteler à ce projet.

Cela dit, le périmètre restreint de la loi actuelle n'a pas empêché les délégué-es qui se sont succédés de développer les missions de l'OPFE au fil du temps ! La fin des années 1990 voit ainsi émerger les politiques publiques de lutte contre les violences conjugales, qui deviendront, dans les années 2020, la lutte contre les violences domestiques. Il apparaît en outre clairement, au fil des ans, que la famille traditionnelle n'est plus qu'un modèle parmi de nombreux autres. Il semble dès lors tout aussi évident que la politique familiale, ou plutôt aurais-je envie de dire, la politique des familles, est elle-aussi amenée à se moderniser. C'est une tâche à laquelle je souhaite que le Conseil d'État s'attelle dans les années à venir.

Ces quatre dernières années, j'ai eu l'occasion d'accompagner, et de renforcer ici ou là par quelques moyens financiers supplémentaires, de nombreuses politiques déployées par l'OPFE. Un plan cantonal de lutte contre la violence domestique a été mis en place. Des mesures ont été prises, et des moyens financiers dédiés, pour améliorer la protection des personnes LGBTIQ. Les thérapies de conversion ont été interdites dans le canton, faisant de Neuchâtel un pionnier en la matière. Dans le domaine de la politique familiale, j'évoquerai également une enquête menée conjointement par Pro Familia, l'OPFE et la CNCI concernant la conciliation entre vie professionnelle et privée au sein de 300 entreprises neuchâteloises. Le Centre neuchâtelois de médecine des violences (CNMV) a été créé en novembre 2024 au sein de RHNe. Des formations ont été déployées : à l'interne de l'administration pour promouvoir l'égalité, au sein des écoles pour sensibiliser les jeunes, auprès des candidat-es en politique, mais aussi à l'intention du personnel de pharmacie pour encourager leur rôle de premier contact pour les victimes de violences domestiques. Je m'arrêterai là, mais la liste n'est pas exhaustive.

Tout cela pourrait laisser penser que nous avançons à pas de géants et que tout va bien. Oui, des progrès ont été faits, mais que de chemin encore à parcourir. L'égalité salariale reste un enjeu majeur. La violence domestique et les féminicides sont une terrible réalité en Suisse – 8 femmes ont déjà été tuées depuis le début de l'année et le BFEG rapporte qu'une femme survit chaque semaine à une tentative de féminicide. La représentativité des genres au sein des postes à responsabilités n'est pas encore atteinte. Les hommes et les femmes ne sont pas égaux face à la conciliation des vies privées et professionnelles. Enfin, la lutte contre les discriminations et les violences liées au genre continue.

Tous ces sujets sont des phénomènes sociétaux complexes. Ils touchent toute la population sur différents plans, qu'ils soient économiques, judiciaires, sanitaires. Et ils demandent des réponses, des actions politiques fortes. C'est avec les valeurs d'égalité, de durabilité, de solidarité et de justice sociale que nous entendons

poursuivre le travail pour une société égalitaire et progressiste. **Et que nous entendons avec vous toutes et tous résister avec détermination au vent mauvais qui souffle au-delà de l'Atlantique.**

En tant que cheffe du département de l'emploi et de la cohésion sociale, je remercie vivement les intervenantes de ce soir pour leur engagement passé, actuel et futur. Je remercie également l'OPFE qui perpétue la tradition des déléguées et bureaux précédents, en s'engageant pleinement, avec conviction, compétence et détermination, pour faire progresser la cause qui nous réunit ce soir. Je remercie également toutes les personnes qui ont œuvré à l'organisation de cette soirée et qui nous accueillent. Merci enfin à vous toutes et tous d'être là.

Une fois n'est pas coutume je conclurai par une citation. Je l'emprunte à Malala Yousafzai, militante pakistanaise en faveur des droits des femmes « Nous ne pouvons tous réussir quand la moitié d'entre nous est retenu. »

Merci pour votre attention et belle soirée à toutes et tous.